



الهيئة المغربية لسوق الرساميل
AUTORITÉ MAROCAINE DU MARCHÉ DES CAPITAUX

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

**Appel d'offres ouvert n° 01/2017
Offres de prix du 10 avril 2017 à Rabat**

Objet :

**Upgrade et Migration de la messagerie et de l'annuaire Windows
vers le nom de domaine ammc**

Autorité Marocaine du Marché des Capitaux

6, rue Jbel Moussa
Agdal-Rabat - Maroc
Tél.: +212 (05) 37 68 89 00
Fax : +212 (05) 37 68 89 46

Personne morale publique
Taxe Professionnelle: 25790000
I.F.: 3334626
I.C.E.: 001577360000003

www.ammc.ma

Merci de lire très attentivement ce document et de veiller à bien compléter votre dossier de soumission. Toute pièce manquante ou erronée annulera votre participation à cet appel d'offres.

En cas de besoin et pour toute question n'hésitez pas à prendre contact avec le Service Moyens Généraux de l'AMMC

Tél : 05 37 68 89 00

Tél : 05 37 68 89 25

E-mail : comitemarchesammc@ammc.ma

SOMMAIRE

I.	CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES	5
	Article 1 : Objet du marché.....	6
	Article 2 : Consistance du marché	6
	Article 3 : Maître d'ouvrage.....	6
	Article 4 : Documents constitutifs du marché	6
	Article 5 : Référence aux textes généraux	7
	Article 6 : Description des prestations.....	7
	Article 7 : Mode d'attribution.....	7
	Article 8 : Modalités d'exécution.....	7
	Article 9 : Validité du marché et notification de l'approbation.....	7
	Article 10 : Délai d'exécution ou date d'achèvement	8
	Article 11 : Modalités d'intervention.....	8
	Article 12 : Etablissement du prix.....	8
	Article 13 : Condition et modalités de paiement.....	8
	Article 14 : Cautionnement provisoire et définitif.....	9
	Article 15 : Réception provisoire	9
	Article 16 : Réception définitive	10
	Article 17 : Garantie des équipements et délai de garantie	10
	Article 18 : Pénalité de retard.....	11
	Article 19 : Obligation du titulaire	11
	Article 20 : Obligation du maître d'ouvrage	11
	Article 21 : Assurances et responsabilité.....	12
	Article 22 : Nantissement	12
	Article 23 : Résiliation du marché.....	12
	Article 24 : Contestations et litiges.....	12
	Article 25 : Election du domicile du prestataire	13
II.	CAHIER DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES.....	14
	Article 1 : Objectif du projet	15
	Article 2 : Vue générale de l'existant.....	15
	Article 3 : Spécifications techniques de la solution cible.....	17
	Article 4 : Architecture et dimensionnement technique de l'infrastructure cible	18
	Article 5 : Prestation de mise en œuvre de la solution	21

Article 6 : Assistance et transfert de compétences	22
Article 7 : Garantie	23
Article 8 : Equipe projet	23
III. REGLEMENT DE LA CONSULTATION	24
Article 1 : Objet du règlement de consultation	25
Article 2 : Conditions requises des concurrents	25
Article 3 : Justification des capacités et des qualités des concurrents :	26
Article 4 : Contenu des dossiers des concurrents.....	26
Article 5 : Modification du CPS	30
Article 6 : Jugement des offres	30
Annexe n° 1 : Critères d'évaluation des offres techniques.....	33
Annexe n° 2 : Modèle de CV	34
Annexe n°3 : Tableau récapitulatif des références.....	35
Annexe n°4 : Tableaux techniques	35
Annexe n°5 : Modèle de bordereau des prix – détail estimatif.....	38
Annexe n°6 : Modèle d'acte d'engagement	39
Annexe n°7 : Modèle de déclaration sur l'honneur	41
Annexe n°8 : Modèle de cautionnement provisoire et définitif.....	44

I. CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Article 1 : Objet du marché

Le présent appel d'offres consiste à la fourniture et la mise en œuvre d'une plateforme matérielle et logicielle afin de migrer la messagerie exchange, le service d'annuaire, les contrôleurs de domaine Windows vers les versions citées ci-dessous avec un nouveau domaine Windows (solution clé en main).

Article 2 : Consistance du marché

Les prestations à réaliser au titre du présent appel d'offres consiste en ce qui suit :

- L'acquisition et l'installation d'une plate-forme matérielle et logicielle afin de mettre à niveau les versions des contrôleurs de domaines Windows et du serveur de messagerie.
- Création d'un nouveau nom de domaine dans la cible.
- Nettoyage des objets obsolètes.
- Migration de l'existant (serveur de messagerie et annuaire Active Directory) vers la nouvelle plateforme sans perte de service :
 - Migration des objets de la plateforme existante vers la cible (ressources, ordinateurs, serveurs, stratégies de groupes, dossiers partagés et droits d'accès, boîtes aux lettres, calendriers, etc ...);
 - Migration des services liés au réseau Windows: DNS, services de certificats...
- La documentation technique et le transfert de compétences nécessaires pour avoir une autonomie dans la gestion de la nouvelle plateforme;

Article 3 : Maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage désigné du marché qui sera passé suite au présent appel d'offre est la Présidente de l'Autorité Marocaine du Marché des Capitaux, sis au 6 rue Jbel Moussa, Agdal Rabat.

Article 4 : Documents constitutifs du marché

Les documents constitutifs du marché sont ceux énumérés ci-après :

- Le présent Cahier des Prescriptions Spéciales (CPS) ;
- Les pièces des dossiers administratif, technique et additif
- L'offre technique ;
- L'acte d'engagement ;
- Le bordereau des prix - détail estimatif
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre.

Article 5 : Référence aux textes généraux

Le titulaire du marché est soumis aux dispositions des textes généraux suivants et, éventuellement, aux textes complémentaires promulgués avant la date de signature du marché :

- Le règlement général des marchés publics de l'AMMC
- Le Décret n° 2-01-2332 du 22 rabii I 1423 (04/06/2002) approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'Etat (CCAG-EMO) ;
- Le dispositif d'organisation comptable et financière ;
- Le Dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics.

Article 6 : Description des prestations

Les quantités et la description des prestations objet du présent appel d'offres font l'objet de spécifications techniques détaillées au niveau du cahier des prescriptions techniques joint au CPS.

Article 7 : Mode d'attribution

Le projet, objet du présent appel d'offres, concerne un marché lancé en lot unique.

Article 8 : Modalités d'exécution

L'exécution des prestations objet du présent appel d'offres doit débuter à compter de la date fixée dans l'ordre de service notifié au titulaire. Elle doit être effectuée conformément au planning d'exécution présenté par le titulaire et validé par l'AMMC.

Article 9 : Validité du marché et notification de l'approbation

Le présent marché ne sera valable et définitif qu'après son approbation par l'autorité compétente.

L'approbation du marché doit intervenir avant tout commencement d'exécution des prestations objet dudit marché. Cette approbation sera notifiée dans un délai maximum de soixante quinze (75) jours à compter de la date d'ouverture des plis.

Si la notification de l'approbation n'est pas intervenue dans ce délai, l'attributaire est libéré de son engagement vis-à-vis du maître d'ouvrage.

Article 10 : Délai d'exécution ou date d'achèvement

Le prestataire devra exécuter les prestations désignées en objet dans un délai de 6 mois à compter de la date prévue par l'ordre de service prescrivant le commencement de l'exécution des prestations.

Article 11 : Modalités d'intervention

L'AMMC mettra à la disposition du titulaire toutes les informations et documentations disponibles nécessaires à la réalisation de sa mission.

Le prestataire s'engage à faire intervenir les experts qu'il aura proposés dans son offre technique. Toutefois, en cas de force majeure, telle que définie par les articles 268 et 269 du dahir du 9 Ramadan 1331 (12 août 1913), dûment justifiée, il devra proposer à l'AMMC d'autres experts de qualification et expérience équivalentes. Le remplacement peut être effectué après accord de l'AMMC.

Avant de sous-traiter une partie des prestations, le prestataire devra obtenir au préalable l'approbation écrite de l'AMMC.

Le titulaire devra prévoir, dans l'organisation de son intervention, la tenue de différentes réunions de travail et de coordination décidées par l'AMMC pour le suivi de la réalisation de la prestation.

Article 12 : Etablissement du prix

Les prix sont forfaitaires et non révisables. Ils doivent être libellés en dirhams et établis toutes taxes comprises pour les prestations à réaliser pour le compte de l'AMMC.

Article 13 : Condition et modalités de paiement

L'AMMC se libère des sommes dues en exécution du marché, par virement ou chèque libellé au nom du titulaire du marché fixé au niveau de l'acte d'engagement conformément à l'échéancier suivant :

- 30% (trente pour cent) du montant du marché après la réception provisoire partielle n°1 ;
- 70% (soixante dix pour cent) du montant du marché après la réception provisoire partielle n°2 ;

La retenue de garantie à prélever sur les factures du titulaire est de 10%. Elle cessera de croître lorsqu'elle atteindra 7% du montant global du marché augmenté, le cas échéant, du montant des avenants. Elle sera restituée au titulaire après la réception définitive prononcée sans réserve.

La dénomination de la banque et le RIB du titulaire devront être précisés par le titulaire sur les factures remises à l'AMMC et doivent être conformes à ceux présentés au niveau de l'acte d'engagement.

Article 14 : Cautionnement provisoire et définitif

Le montant du cautionnement provisoire est fixé à vingt cinq mille dirhams (25 000,00 DH).

A titre de garantie des engagements constatés par lui, le titulaire remettra à l'AMMC un cautionnement définitif d'un montant égal à trois pour cent (3%) du montant du marché arrondi au dirham supérieur.

Si le prestataire ne réalise pas le cautionnement définitif dans un délai de 30 jours à compter de la date de la notification de l'approbation du présent marché, le montant du cautionnement provisoire fixé ci-dessus reste acquis à l'AMMC.

La mainlevée de ce cautionnement ne pourra être établie qu'après réception définitive de la prestation objet du marché.

Article 15 : Réception provisoire

A l'achèvement de chaque réception, le maître d'ouvrage s'assure de la conformité des prestations réalisées aux spécifications techniques du marché et prononcera la réception provisoire correspondante.

Chaque réception sera sanctionnée par l'établissement d'un procès verbal de réception provisoire validé par le maître d'ouvrage dans un délai de 10 jours à compter de la réception des livrables prévus par le présent appel d'offres.

S'il constate que les prestations présentent des insuffisances ou des défauts ou ne sont pas conformes aux spécifications du marché, le prestataire procédera aux réparations et rectifications nécessaires. A défaut, la réception ne sera pas prononcée, et le délai d'exécution ne sera pas prorogé pour autant.

- Réception provisoire partielle n°1 :

Elle sera prononcée après la livraison du matériel, licences et logiciels prévus par le présent appel d'offres et la validation de cette livraison par le maître d'ouvrage.

- Réception provisoire partielle n°2 :

Elle sera prononcée après la réalisation des prestations d'installation, de test et de mise en production du matériel, licences et logiciels prévus par le présent appel d'offres et la validation de cette réalisation par le maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage s'assure que l'assistance et le transfert de compétence ont été réalisés conformément aux besoins spécifiés dans le cahier des prescriptions techniques et valide cette étape par l'établissement d'un procès verbal.

- Réception provisoire :

La réception provisoire sera déclarée avec la dernière réception provisoire partielle.

Article 16 : Réception définitive

La réception définitive sera prononcée par le maître d'ouvrage dans un délai de 12 mois à compter de la réception provisoire. Un procès verbal de la réception définitive, attestant de la réalisation de la prestation et de la réception des livrables y afférents, sera établi et signé par le maître d'ouvrage.

Si la réception définitive contient des réserves, le procès verbal mentionnant le détail des omissions et imperfections constatées sera notifié, par courrier avec accusé de réception, au titulaire du marché qui sera payé, le cas échéant, au prorata des prestations réalisées.

Article 17 : Garantie des équipements et délai de garantie

Le titulaire garantit que tous les équipements livrés en exécution du marché sont neufs, sont du modèle le plus récent en service au moment de la livraison et incluent les dernières améliorations en matière de conception et de matériaux.

Il garantit en outre que tous les équipements livrés en exécution du marché n'auront aucune défectuosité en ce qui concerne leur conception, les matériaux utilisés et leur mise en œuvre.

Le fournisseur spécifiera pour chacun des équipements la période de garantie qu'il applique. Ce délai de garantie doit être conforme aux exigences fixées dans le cahier des prescriptions techniques.

Pendant la durée de garantie, le fournisseur assurera gratuitement le maintien du bon état de fonctionnement du matériel livré.

Article 18 : Pénalité de retard

En cas de retard non justifié par la survenance d'un événement constitutif d'un cas de force majeure, telle que définie par les articles 268 et 269 du dahir du 9 ramadan 1331 (12 août 1913), il est appliqué à l'encontre du prestataire une pénalité de retard par jour calendaire fixée à 1 % du montant total du marché livré hors délai.

Les pénalités courent de plein droit et seront retenues d'office sur les sommes dues au prestataire et ce, sans mise en demeure préalable.

Le montant total des pénalités qui seront appliquées ne saurait dépasser le dixième (1/10) du montant total du marché.

Article 19 : Obligation du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- Assumer la responsabilité de ses prestations en respectant les usages de la profession, les dispositions de la loi et de la jurisprudence ainsi que des conséquences dommageables que pourraient résulter du fait de l'inexécution ou de l'exécution défectueuse des prestations ;
- Respecter tous ses engagements par l'accomplissement du marché qui lui est confié et assurer une très bonne qualité de service ;
- Garantir le respect de l'obligation du secret professionnel par ses collaborateurs concernant toutes les informations et tous les documents dont ils auront pris connaissance dans le cadre de ce marché et ce, pendant toute la durée du marché et après son achèvement.

Article 20 : Obligation du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage s'engage à :

- Mettre à la disposition du soumissionnaire les moyens techniques, la documentation et les informations nécessaires au bon déroulement des prestations objet du présent appel d'offres ;
- Veiller à la bonne qualité du déroulement opérationnel du marché ;
- Faciliter la prise de contact avec les services de l'AMMC ;
- Accomplir avec la célérité qui s'impose les tâches dont elle aura la charge dans le cadre

du présent appel d'offres.

Article 21 : Assurances et responsabilité

Le titulaire doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement des prestations, les attestations délivrées par les établissements d'assurances justifiant la souscription des polices d'assurances pour couvrir tous les risques inhérents à la réalisation du marché et ce, conformément aux dispositions de l'article 20 du CCAG-EMO.

Article 22 : Nantissement

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions de la loi n°112-13 relative au nantissement des marchés publics, étant précisé que :

- La liquidation des sommes dues au titulaire du marché sera opérée par les soins de la Présidente de l'AMMC ;
- La personne chargée de fournir au titulaire du marché, ainsi qu'aux bénéficiaires des nantissemments ou subrogations, les renseignements et états prévus à l'article 8 de la loi suscitée ;
- La Présidente de l'AMMC délivrera au titulaire du marché, sur sa demande écrite et contre récépissé, l'exemplaire unique en copie conforme du marché.

Les frais de timbre de l'original du marché et de l'exemplaire unique remis au prestataire sont à la charge de ce dernier.

Article 23 : Résiliation du marché

Outre les cas de résiliation prévus par le présent cahier des prescriptions spéciales, les conditions de résiliation sont celles prévues par le CCAG-EMO.

Article 24 : Contestations et litiges

Au cas où des désaccords surgissent entre le maître d'ouvrage et le titulaire du marché, ces derniers s'engagent à les régler dans le cadre des stipulations des articles 52 à 55 du CCAG-EMO.

Les litiges éventuels entre le maître d'ouvrage et le titulaire sont soumis aux tribunaux de Rabat pour statuer en la matière.

Article 25 : Election du domicile du prestataire

En application des dispositions de l'article 17 du CCAG-EMO, toute notification qui se rapporte à cet appel d'offres sera valablement effectuée au domicile figurant dans son acte d'engagement. En cas de changement de domicile, le titulaire doit aviser le maître d'ouvrage par lettre recommandée, dans les 15 jours suivant la date d'intervention de ce changement.

II. CAHIER DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

Article 1 : Objectif du projet

Le présent appel d'offres consiste à la fourniture et la mise en œuvre d'une plateforme matérielle et logicielle afin de migrer la messagerie exchange, le service d'annuaire, les contrôleurs de domaine Windows vers les versions citées ci-dessous avec un nouveau domaine Windows (solution clé en main).

A cet effet les besoins exprimés dans le présent CPS concernent :

- L'acquisition et l'installation d'une plate-forme matérielle et logicielle afin de mettre à niveau les versions des contrôleurs de domaines Windows et du serveur de messagerie.
- Création d'un nouveau nom domaine dans la cible.
- Nettoyage des objets obsolètes.
- Migration de l'existant (serveur de messagerie et annuaire Active Directory) vers la nouvelle plateforme sans perte de service :
 - Migration des objets de la plateforme existante vers la cible (ressources, ordinateurs, serveurs, stratégies de groupes, dossiers partagés et droits d'accès, boîtes aux lettres, calendriers, etc...);
 - Migration des services liés au réseau Windows: DNS, services de certificats...
- La documentation technique et le transfert de compétences nécessaires pour avoir une autonomie dans la gestion de la nouvelle plateforme;

Article 2 : Vue générale de l'existant

Ci-après une description générale de l'existant:

a. Messagerie et Active Directory :

L'infrastructure actuelle du réseau Windows et de la messagerie de l'AMMC est dimensionnée comme ci-dessous:

○ Active Directory :

Trois contrôleurs de domaine: deux sous Windows 2003 standard édition et un sous Windows 2000 standard édition, ce dernier est actuellement déconnecté du réseau.

L'architecture Active Directory actuelle est comme suit :

- Nombre de forêt : Mono forêt.
- Nombre de domaine : Mono domaine.
- Nombre de contrôleurs de domaine : 3.
- Nombre de sites Active Directory : 1.

Les 3 contrôleurs de domaine sont hébergés dans le siège.

○ Messagerie :

MS Exchange Server 2003 est installé sur un des deux serveurs Windows 2003 Server (serveur non redondé) et mutualisé avec:

- L'antivirus et l'anti-spam pour le serveur de messagerie exchange Trend Micro ScanMail for Exchange;
- Le service de contrôleur de domaines sous Windows 2003;
- L'annuaire Active Directory;
- Serveur DNS pour le réseau interne;

Ce serveur contient des boîtes aux lettres, le nombre de ces derniers est de l'ordre de 170 (incluant 70 BAL liées appartiennent à des comptes désactivés suite au départ de leurs propriétaires).

Ce serveur de messagerie est accessible via MS Outlook et OWA:

L'infrastructure existante s'appuie sur une organisation Exchange unique sous 2003, Cette organisation est composée d'un seul groupe administratif et d'un seul groupe de routage.

b. Service DNS :

Sur les serveurs DNS, deux types de zone ont été configurés :

- Les zones de recherche directes sont intégrées à l'annuaire Active Directory;
- Des zones de recherche inversées correspondant aux plages d'adresses IP utilisées;
- Un redirecteur vers des serveurs de DNS externe est paramétré afin de faire les résolutions de Noms DNS externes.

c. Accès à la messagerie via l'interface Outlook Web Access à partir de l'externe (Webmail OWA) :

L'AMMC dispose d'un serveur frontal pour l'accès à la messagerie à partir d'internet installé au niveau de la DMZ publique.

d. Passerelle de messagerie et antivirus d'échange:

L'AMMC dispose d'une passerelle de messagerie, qui assure le filtrage anti-spam et antivirus des messages. La solution est de type Trend Micro IMSVA, hébergée sur un serveur physique sur la DMZ publique.

e. Relais de messagerie:

Le serveur actuel de messagerie est utilisé comme relais pour les notifications systèmes et les applications métiers de l'AMMC.

f. Certificat SSL:

L'AMMC dispose d'un certificat SSL pour le domaine ammc.ma et tous ses sous-domaines (*.ammc.ma).

g. Clients du service d'annuaire:

L'AMMC dispose d'un parc composé de 100 postes de travail dont 87 postes de travail installés au siège de l'AMMC sis à 6, Rue Jbel Moussa, AGDAL-RABAT, 13 postes de travail installés à l'annexe de l'AMMC sis à 28 Boulevard Moulay Youssef, Casablanca) et 20 serveurs Windows sous Windows 2003 Server et 2008.

Un total de 120 clients Windows.

h. Serveur de fichiers

Handwritten signatures and initials:
A large signature in blue ink, followed by initials "NB" and "NHZ" in blue ink.

Handwritten initials: SNB

L'AMMC dispose d'un serveur de fichiers, l'accès à ce dernier est géré par les droits d'accès liés aux comptes Windows.

i. Solution de sauvegarde:

L'AMMC dispose également d'une solution de sauvegarde, composé de :

- Un robot de sauvegarde IBM TS3200, connecté avec le serveur de stockage via une interface FO.
- Un logiciel de sauvegarde TSM installé sur un serveur Windows Server 2003, qui offre un agent de sauvegarde à chaud et de restauration granulaire pour Exchange.

Les versions actuelles des logiciels de sauvegarde:

Integrated Solutions Console	6.0.1
IBM Tivoli Storage Manager - Centre d'administration	5.5.0.0

Article 3 : Spécifications techniques de la solution cible

La prestation objet du présent appel d'offres consiste à:

L'acquisition et la mise en œuvre de l'infrastructure (matérielle et logicielle) nécessaire pour répondre aux besoins exprimés ci-dessous :

- La mise à niveau des versions des contrôleurs de domaine vers Windows 2012 Server R2 (deux contrôleurs de domaine).
 - Nombre de contrôleurs de domaine cible est 2, le 1er sera installé sur une machine virtuelle et le 2ème sera installé sur une machine physique.
- La mise en place des serveurs de messagerie électronique basés sur la version MS Exchange 2013 (y compris les services de messagerie avancés tels que la journalisation, ActiveSync, Outlook Web Access...).
 - Les deux serveurs de messagerie exchange seront installés sur des machines virtuelles sous MS Windows 2012 Server R2.
- La migration de l'existant (serveur de messagerie et annuaire Active Directory) vers la nouvelle plateforme sans arrêt de service :
 - La migration des objets de la plateforme existante vers la cible (ressources, ordinateurs, serveurs, stratégies de groupes, dossiers partagés et droits d'accès, boîtes aux lettres, calendriers, liens vers les dossiers d'archivage etc...);
 - Migration des services liés au réseau Windows: DNS, services de certificats...
- Mise en place de la solution permettant l'accès à la messagerie à partir du réseau local, de l'internet, des tablettes, des Smartphones, clients Outlook...
- La plate-forme installée devra assurer un haut degré de résilience et de disponibilité (partage de charge et haute disponibilité), en offrant des services de réplication et de redondance. Des mécanismes de basculement automatique d'une façon claire et transparente et en temps réel vers le serveur non défaillant en cas de problème doivent être mise en place.

- La plateforme doit être performante et évolutive : elle doit supporter au minimum un nombre de 120 utilisateurs, et jusqu'à 200 utilisateurs.
- L'installation doit respecter les meilleurs pratiques en termes de sécurité.
- La solution doit permettre aux utilisateurs de travailler en mode "Off Line" et offrir la possibilité de rédiger des messages en mode déconnecté.
- La documentation technique et le transfert de compétences nécessaire pour avoir une autonomie dans la gestion de la nouvelle solution.

Article 4 : Architecture et dimensionnement technique de l'infrastructure cible

Serveurs :

Quantité : 3 serveurs physique

Le prestataire doit inclure dans son offre l'infrastructure matérielle nécessaire au fonctionnement de l'architecture retenue.

Nous avons estimé le nombre de serveurs physiques à 3, la répartition des machines virtuelles doit respecter au minimum l'architecture proposée dans le tableau qui suit:

	Rôle	Zone réseau
1er serveur physique	Machine virtuelle AD 1	LAN
	Machine virtuelle Exchange en mode DAG (MBX 1)	LAN
	CAS LAN 1	LAN
	CAS DMZ publique 1	DMZ publique
	MX DMZ publique 1	DMZ publique
2ème serveur physique	CAS LAN 1	LAN
	Machine virtuelle Exchange en mode DAG (MBX 2)	LAN
	CAS DMZ publique 2	DMZ publique
	MX DMZ publique 2	DMZ publique
3ème serveur physique	AD 2	LAN

Les caractéristiques techniques minimales du 1er et 2ème serveur demandé sont les suivantes :

Quantité: 2 serveurs

Caractéristiques <u>minimales</u> exigées	
Marque et Modèle	Mondialement connue
Type/technologie	Rackable 19"

Nombre de CPU Fournis	1 CPU
Technologie des CPUs	64 bits Intel® Xeon® E5-2600 Family V3
Fréquence minimale	2.4 GHz
Cache par processeur	20 MB par processeur
Nombre de cœurs par CPU	8 cœurs
RAM installé	128 Go DDR4
Ports réseau	4 x ports 1Gbps
Port USB	Minimum 2 port USB
Système Raid supporté	RAID 0, 1 et 5
Ventilation	Ventilateurs redondants hot Plug
Alimentation électrique	Double alimentations électriques hot Plug
Lecteur DVD-RW	DVD+/-RW interne
Contrôleurs réseaux	2 Contrôleurs réseaux minimums intégrés avec 2 ports réseaux par contrôleur
Capacité de stockage	3 disques de 300GB 15K RPM SAS 12Gbps 2.5in Hot-plug 4 disques de 2 TB, 2.5in, Hot-plug
Connexion au Switch KVM	Kit KVM pour connecter le serveur au Switch KVM existant
Outils d'administration	Le serveur doit être administrable à distance sans avoir besoin d'aucun logiciel supplémentaire à installer. Le serveur doit être capable à travers ses outils préinstallés à alerter les administrateurs des problèmes de serveur, les aide à effectuer la gestion de serveur à distance, et réduit la nécessité d'un accès physique au serveur.
Systèmes supportés	Microsoft Windows Server 2012, Microsoft Windows Server 2012 R2, Red Hat Enterprise Linux, VMware, Microsoft Hyper-V
Hyperviseurs supportés	Microsoft Hyper-V, VMware vSphere ESXi
Garantie	3 ans minimum sur site pièces et main d'œuvre

Les caractéristiques techniques minimales du 3ème serveur demandé sont les suivantes :

Quantité: 1 serveur

Caractéristiques <u>minimales</u> exigées	
Marque et Modèle	Mondialement connue
Type/technologie	Rackable 19"
Nombre de CPU Fournis	1 CPU

Technologie des CPUs	64 bits Intel® Xeon® E5-2600 Family
Fréquence minimale	2.4 GHz
Cache par processeur	15 MB par processeur
Nombre de cœurs par CPU	6 cœurs
RAM installé	16 Go DDR4
Ports réseau	4 x ports 1Gbps
Port USB	Minimum 2 port USB
Système Raid supporté	RAID 0, 1 et 5
Ventilation	Ventilateurs redondants hot Plug
Alimentation électrique	Double alimentations électriques hot Plug
Lecteur DVD-RW	DVD+/-RW interne
Capacité de stockage	3 disques de 300GB 15K RPM SAS 12Gbps 2.5in Hot-plug
Connexion au Switch KVM	Kit KVM pour connecter le serveur au switch KVM existant
Outils d'administration	<p>Le serveur doit être administrable à distance sans avoir besoin d'aucun logiciel supplémentaire à installer.</p> <p>Le serveur doit être capable à travers ses outils préinstallés à alerter les administrateurs des problèmes de serveur, les aide à effectuer la gestion de serveur à distance, et réduit la nécessité d'un accès physique au serveur.</p>
Systèmes supportés	Microsoft Windows Server 2012, Microsoft Windows Server 2012 R2, Red Hat Enterprise Linux, VMware, Microsoft Hyper-V
Hyperviseurs supportés	Microsoft Hyper-V, VMware vSphere ESXi
Garantie	3 ans minimum sur site pièces et main d'œuvre

Licence Windows Server

Windows Server 2012 R2 Edition standard en langue française.

Quantité: à définir par le soumissionnaire selon l'architecture proposée.

Licence CAL pour Windows Server

Le soumissionnaire doit fournir des licences d'accès client (CAL) qui donnent aux utilisateurs finaux et périphériques un droit d'accès légal au logiciel Server installé sur le serveur.

Microsoft Windows 2012 R2 Server CAL en langue française.

Quantité: le nombre des utilisateurs à prévoir est 120.

Licence Exchange Server

Licence pour Exchange Server 2013 en langue française.

Quantité: à définir par le soumissionnaire selon l'architecture proposée.

Licence CAL Standard pour Exchange Server

Le titulaire de l'appel d'offre doit fournir des licences d'accès client (CAL) standards qui donnent aux utilisateurs finaux et périphériques les droit d'accès légal au service d'Exchange Server depuis n'importe quel navigateur, client MS Outlook, plateforme ou appareil mobile, tout en exploitant l'ensemble des fonctionnalités offertes par la solution.

Quantité: le nombre des utilisateurs à prévoir est 120.

Licences de logiciel de virtualisation :

Licences VMware vSphere 6.0 ou supérieur.

Quantité: à définir par le titulaire selon l'architecture proposée.

Autres:

Le titulaire devra proposer toute autre outils ou licences non décrits dans ce cahier de charge et permettant d'atteindre les objectifs fixés dans cet appels d'offre.

Article 5 : Prestation de mise en œuvre de la solution

Le titulaire assurera la conduite du projet, l'ingénierie, la fourniture, la mise en œuvre et l'intégration des différents composants de l'infrastructure proposée.

Le titulaire aura à sa charge toutes les tâches de gestion requises pour le projet. A ce titre, il devra désigner un responsable du projet qui sera l'unique interlocuteur pour toutes les questions techniques, commerciales et administratives relatives au projet, fournir et tenir à jour un planning détaillé des travaux, participer à des réunions et produire des rapports d'avancement et comptes rendus de réunions.

Le dossier de la mise en œuvre doit contenir au minimum les éléments ci-dessous :

- Etude de l'existant;
- Etude d'ingénierie fonctionnelle et technique avec définition de l'architecture finale d'intégration de la solution;
- Etude de l'architecture cible détaillée des serveurs;

- Etude détaillée des scénarii de migration vers l'architecture cible;
- Prestations de services nécessaires à la mise en œuvre de la solution proposée, répondant aux besoins définis dans ce cahier de charge;
- Politique de sauvegarde et de restauration des emails, des serveurs, des machines virtuelles et physique et de toutes les données relatives à l'infrastructure proposée;
- Plan de test de la plateforme installée conformément au plan de test élaboré par le titulaire et validé par le maître d'ouvrage incluant notamment :
 - Test et validation du bon fonctionnement de la messagerie;
 - Test et validation du bon fonctionnement du réseau Windows et des services d'annuaire associés.
 - Tests des procédures de migration des serveurs, postes de travaux, boîtes aux lettres, etc...
 - Test des procédures de sauvegarde, de restauration, de journalisation et de l'archivage automatique des messages.
 - Test de toute la plateforme installée et traitement des demandes et réclamations des utilisateurs.

Article 6 : Assistance et transfert de compétences

- **Accompagnement** :

Un accompagnement est à prévoir durant toute la période de la mise en œuvre. Cet accompagnement couvre toutes les clauses de la garantie ainsi que toutes les interventions en réponses aux besoins du client (installation, administration du système, configuration, résolution des problèmes techniques ...)

- **Documentation**

Le titulaire s'engage à fournir la documentation technique sur support papier et électronique (Format WORD), en langue française, sur toutes les étapes de mise en place de la solution dans le cadre du marché découlant du présent appel d'offres, notamment (liste non exhaustive) :

- Etude de l'existant;
- Définition de la cible (Architecture Cible, scénario de migration);
- Dossier d'installation et de configuration (Description et schéma des architectures implémentées, procédures de configuration des options de base et avancées, procédure de migration des différents composants (serveurs, postes de travail, boîtes aux lettres, procédures d'administration et de troubleshooting, etc.);
- Dossier de recette ;
- Dossier d'exploitation ;
- Procédure de sauvegarde/restauration permettant une reprise en cas d'incident ;
- Toute documentation jugée nécessaire pour l'administration et l'exploitation de la solution.

57

- **Transfert de compétences :**

L'offre doit contenir aussi un plan de transfert de compétence à l'équipe technique de l'AMMC dont l'objectif d'avoir une autonomie dans la gestion et l'administration du système.

Le transfert de compétence doit être accompagné avec des supports écrits et doivent couvrir au minimum les modules suivants:

- Messagerie Exchange Server 2013.
- Windows Server 2012.
- VMware vSphere 6.0.

Le titulaire fournira une assistance technique à l'installation et au démarrage de la solution pour l'équipe technique de l'AMMC.

Article 7 : Garantie

Toute l'infrastructure mise en place doit être garantie au minimum 3 ans après la réception provisoire sur site de l'AMMC (pièces, logiciels et main d'œuvre), avec l'installation et la mise en service du matériel de remplacement durant la période de réparation.

Conditions minimales de la garantie demandée:

- Un interlocuteur unique pour signaler les incidents techniques et demander toute assistance.
- Installation des mises à jour et des correctifs.
- Le délai de réponse pour diagnostiquer le problème doit être immédiat après l'enregistrement de l'appel.
- Intervention sur site par des intervenants compétents et certifiés.

Article 8 : Equipe projet

L'équipe projet doit être de haut niveau et les intervenants doivent avoir une expérience confirmée dans des projets similaires.

Les intervenants doivent avoir un diplôme reconnu et une expérience professionnelle probante dans le domaine. L'intervenant doit être certifié dans les produits dont il sera responsable du déploiement, notamment:

- MCSE Messaging pour Exchange Server 2013.
- MCSA : Windows Server 2012.
- VMware vSphere.

Important : l'offre doit contenir les CVs et les certificats des membres de l'équipe intervenante.

III. REGLEMENT DE LA CONSULTATION



Article 1 : Objet du règlement de consultation

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offres relatif à :

- L'acquisition et mise en place d'une plate-forme matérielle et logicielle pour la mise à niveau de la messagerie exchange et du service d'annuaire Windows.
- La migration de la messagerie et d'annuaire Windows vers la nouvelle infrastructure avec un nouveau nom de domaine.

Cet appel d'offres est composé d'un seul lot et basé sur les points suivants :

- L'acquisition et l'installation d'une plate-forme matérielle et logicielle afin de mettre à niveau les versions des contrôleurs de domaines Windows et du serveur de messagerie vers la dernière version la plus stable ;
- La création d'un nouveau nom de domaine dans la cible ;
- La migration de l'existant (serveur de messagerie et annuaire Active Directory) vers la nouvelle plateforme sans perte de service :
 - o Migration des objets de la plateforme existante vers la cible (ressources, ordinateurs, serveurs, stratégies de groupes, dossiers partagés et droits d'accès, boîtes aux lettres, calendriers, etc...) ;
 - o Migration des services liés au réseau Windows: DNS, services de certificats...

La documentation technique et le transfert de compétences nécessaires pour avoir une autonomie dans la gestion de la nouvelle plate-forme.

Article 2 : Conditions requises des concurrents

Conformément aux dispositions de l'article 24 du règlement des marchés publics de l'AMMC :

1. Seules peuvent valablement participer au présent appel d'offres, dans le cadre des procédures prévues à cet effet, les personnes physiques ou morales qui :
 - justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises.
 - sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles dûment définitives ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement ;

- sont affiliées à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale ou un régime particulier de prévoyance sociale, et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de ces organismes.
2. Ne sont pas admises à participer au présent appel d'offre :
- les personnes qui sont en liquidation judiciaire ;
 - les personnes qui sont en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
 - les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 142 du règlement des marchés publics de l'AMMC ;
 - les personnes qui représentent plus d'un concurrent au présent appel d'offres.

Article 3 : Justification des capacités et des qualités des concurrents :

Pour établir la justification de ses qualités et capacités, chaque concurrent est tenu de présenter un dossier administratif, un dossier technique et un dossier additif, tel que spécifié dans l'article 4 ci-dessous. Chaque dossier peut être accompagné d'un état des pièces qui le constituent.

Article 4 : Contenu des dossiers des concurrents

- A. Une première enveloppe portant la mention « dossiers administratif et technique » comprenant :

1. Le dossier administratif

Ce dossier comprend les pièces suivantes :

- Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :
 - a) Une déclaration sur l'honneur, en un exemplaire unique, qui doit indiquer le nom, prénom, qualité et domicile du concurrent ainsi que les numéros de téléphone et du fax, l'adresse électronique et, s'il agit au nom d'une société, la raison sociale, la forme juridique de la société, le capital social, l'adresse du siège social, ainsi que la qualité en laquelle il agit et les pouvoirs qui lui sont conférés. Elle indique, également, le numéro d'inscription au registre de commerce, le numéro de la taxe professionnelle, le numéro d'affiliation à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale ou autre organisme de prévoyance sociale pour les concurrents installés au Maroc et le relevé d'identité bancaire.

La déclaration sur l'honneur doit contenir également les indications suivantes :

- l'engagement du concurrent à couvrir, dans les limites et conditions fixées dans les cahiers des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de son activité professionnelle ;
 - l'engagement du concurrent, s'il envisage de recourir à la sous-traitance, que celle-ci ne peut dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché, et de s'assurer que ses sous traitants remplissent également les conditions prévues à l'article 24 du règlement des marchés de l'AMMC ;
 - l'attestation qu'il n'est pas en liquidation judiciaire ou en redressement judiciaire, et s'il est en redressement judiciaire, qu'il est autorisé par l'autorité judiciaire compétente à poursuivre l'exercice de son activité ;
 - L'engagement de ne pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution des marchés ;
 - l'engagement de ne pas faire, par lui-même ou par personne interposée, de promesses, de dons ou de présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion du marché et de son exécution ;
 - l'attestation qu'il n'est pas en situation de conflit d'intérêt ;
 - la certification de l'exactitude des renseignements contenus dans la déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans son dossier de candidature sous peine de l'application des mesures coercitives prévues à l'article 142 du règlement des marchés de l'AMMC.
- b) L'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu le cas échéant. Le cautionnement doit être conforme au modèle en annexe 8.
- c) Pour les groupements, une copie légalisée de la convention constitutive du groupement prévue à l'article 140 du règlement des marchés de l'AMMC.
- Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché :
 - a) la ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent.
 - b) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en



situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 2 ci-dessus. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé.

- c) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 2 ci-dessus ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 jourmada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

La date de production des pièces prévues aux b) et c) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

- d) le certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur.
- e) l'équivalent des attestations visées aux paragraphes b, c et d ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance pour les concurrents non installés au Maroc

2. Le dossier technique

Ce dossier comprend les pièces suivantes :

- a) une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant éventuellement, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation.
- b) les attestations ou leurs copies certifiées conformes à l'originale délivrées par les maîtres d'ouvrage publics ou privés ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté lesdites prestations. Chaque attestation précise notamment la nature des prestations, leur montant et l'année de réalisation ainsi que le nom et la qualité du signataire et son appréciation.

3. Le dossier additif

Ce dossier comprend les pièces suivantes :

- Le présent règlement dûment paraphé et cacheté par le prestataire à toutes les pages et signé à la dernière page, hors annexes, avec la mention << lu et approuvé >> ;
- Le CPS dûment paraphé et cacheté par le prestataire à toutes les pages et signé à la dernière page, hors annexes, avec la mention << lu et approuvé >> ;
- Une attestation du chiffre d'affaires réalisé durant les trois dernières années.

B. Une deuxième enveloppe portant la mention « offre technique » comprenant :

- Les descriptions techniques présentées qui doivent répondre point par point aux exigences de l'AMMC. Toute réponse dont l'offre technique est incomplète ou ne répondant pas clairement aux descriptions techniques ne sera pas prise en compte.
- Le document de l'offre technique qui doit être dûment signé et cacheté par le soumissionnaire et dont les pages doivent être numérotées (N° page / total des pages).

1. Documentation technique:

- Le catalogue du fabricant (ou un prospectus original) pour l'article concerné en précisant clairement les modèles et les options fournies ;
- Attestations support/partenariat avec le constructeur ;
- Le tableau technique dûment remplis (voir annexe n°4) ;
- Une fiche récapitulative de la documentation déposée.

2. Prestations et services :

- Qualification de l'équipe des intervenants (diplômes certifiés conformes à l'original, CV et certification) (voir Annexe 2).
- Le planning d'exécution : le planning d'exécution que le titulaire compte mettre en œuvre pour la livraison, l'installation et la mise en marche des produits/solutions objet du présent appel d'offre, le transfert des compétences. (prévoir le chronogramme d'affectation des ressources)
- Le transfert de compétence : les soumissionnaires sont tenus de présenter les prospectus, notices et documentations techniques détaillées, de préférence en langue française, du matériel proposé. Les soumissionnaires devront indiquer, clairement et sans présence d'aucune ambiguïté, les références, les spécifications et les caractéristiques proposées au niveau des prospectus et du bordereau.

Handwritten signature and initials in blue ink, including a large 'L' and 'NBS'.

C. une troisième enveloppe portant la mention « offre financière » comprenant :

- L'acte d'engagement timbré conformément au modèle prévu au CPS ;
- Le bordereau des prix et le détail estimatif.

Les trois enveloppes doivent être mises dans une enveloppe cachetée portant le nom et l'adresse du soumissionnaire avec l'indication de l'objet de l'appel d'offres, la date du (*date et heure de la séance publique à préciser*) et le lieu (6 rue Jbel Moussa Agdal, Rabat) de la séance d'ouverture des plis et signalant en caractères gras la mention suivante :

**LE PLI NE DOIT ETRE OUVERT QUE PAR LE PRESIDENT DE LA COMMISSION
D'OUVERTURE DES PLIS**

Les plis, au choix des concurrents, seront soit déposés contre récépissé, soit envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception à l'adresse suivante :

6 rue Jbel moussa, Agdal, Rabat

Ils peuvent être remis séance tenante au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.

Article 5 : Modification du CPS

L'AMMC peut à tout moment, et avant la date limite de la remise des offres, et pour quelques modification que se soient, à son initiative ou en réponse à une demande d'éclaircissement formulée par un concurrent, modifier par amendement certaines clauses du cahier des prescriptions spéciales.

Pour donner aux concurrents les délais nécessaires à la prise en considération des modifications éventuelles dans la préparation, le cas échéant, de leur nouvelle offre, L'AMMC a toute latitude de reporter la date limite de remise des offres et d'en aviser les concurrents.

Article 6 : Jugement des offres

Les capacités financières et techniques seront appréciées en rapport avec la nature et l'importance des prestations objet de la consultation et au vu des éléments contenus dans les dossiers administratifs et techniques de chaque concurrent.

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues par le règlement des marchés de l'AMMC.

Ne sont pris en compte dans cette phase que les offres retenues à l'issue de l'étude du dossier administratif, additif et technique.

I. L'évaluation Technique :

a) Evaluation technique des produits proposés :

L'évaluation des produits proposés se fera sur la base de l'annexe n°4. Toute offre présentant des caractéristiques techniques inférieures au minimum exigé dans le cahier des prescriptions techniques ou ne répond pas aux spécifications demandées **sera éliminée**.

b) Qualifications du prestataire (30 pts)

L'évaluation des qualifications du prestataire se fera sur deux axes et sera établie sur la base des critères suivants « voir annexe 1 » :

i. Références pour des prestations similaires réalisées durant les 5 dernières (15 points).

Les références des soumissionnaires seront notées sur 15 points à raison de 5 points par attestation. Le soumissionnaire doit obligatoirement fournir des attestations de références pour des prestations similaires pendant la période demandée ainsi qu'un tableau récapitulatif de ces attestations (annexe n°3).

Toutes offres n'ayant pas obtenue une note de 10 pts, minimum, dans les références pour des prestations similaires sera éliminée.

ii. Attestations support/partenariat (15 points) :

Le soumissionnaire doit présenter une attestation support/partenariat pour chaque produit proposé dans le cadre de son offre technique.

Les attestations support/partenariat seront notées sur 15 points à raison de 5 points par attestation.

c) Qualifications et compétences de l'équipe proposée pour réaliser la mission (35 points):

L'évaluation de ce critère tiendra sur les compétences et l'expertise technique des intervenants. Le soumissionnaire doit signaler pour chaque intervenant de l'équipe son CV, attestations de formation, certificats ou diplômes dont il dispose et en fournir les preuves.

L'équipe projet doit se composer au minimum de:

- **Chef de projet:** ayant un diplôme supérieur reconnu et une expérience minimale de 3 ans dans des projets similaires.
- **Equipe de déploiement composée d'un minimum de deux intervenants:**

Chaque intervenant est évalué en fonction du nombre d'années d'expériences, du nombre de certificats obtenus dans les produits dont il sera responsable du déploiement et du nombre de missions similaires effectuées durant les 5 dernières années.

Expérience (*)	Notation
Expériences dans le domaine (sur 10 points)	3 points pour chaque année d'expérience. 10 points pour 3 années d'expérience et plus
Expériences dans des missions similaires réalisées durant les 5 dernières années (sur 15 points)	5 points par mission similaire 15 points pour 3 missions et plus
Notation des certificats (sur 10 points)	10 points si l'intervenant est certifié dans la solution dont il sera responsable du déploiement.

*Ne seront pris en considération que les missions de même nature et envergure.

NB. Les CV proposés doivent impérativement correspondre au modèle de l'annexe n°2 et doivent être signés conjointement par le soumissionnaire et le membre de l'équipe concerné, faute de quoi, la note de cette section ne sera pas prise en considération.

d) Evaluation de la démarche (35 points)

I. Phases du projet (10 points)

Le soumissionnaire doit bien décrire les différentes phases du projet, et expliquer comment celles-ci peuvent couvrir le besoin de l'AMMC.

Le soumissionnaire doit également bien argumenter la suite logique des phases et la charge du travail octroyé à chacune.

II. Description détaillée de la démarche de déploiement et de migration (15 points)

Les soumissionnaires doivent bien expliciter la démarche qu'il propose pour mener le projet à terme sans perte de service.

III. Outils et méthodes utilisés (10 points)

Le soumissionnaire doit décrire l'ensemble des outils qu'il projette d'utiliser.

Toute offre n'ayant pas obtenue une note globale de 50 pts, minimum, dans la partie de qualification du prestataire, de l'équipe et de la démarche sera éliminée sur le plan technique (voir annexe n°1).

II. L'évaluation financière :

Ne seront pris en compte dans cette phase que les offres retenues à l'issue de l'étude de l'offre technique. Le choix de l'attributaire se fera sur la base de l'offre la moins distante.

Annexe n° 1 : Critères d'évaluation des offres techniques

Critère d'évaluation	Note max	Note Eliminoire
a. <u>Evaluation technique des produits proposés</u>	NA	Toute offre présentant des caractéristiques techniques inférieures au minimum exigé dans le cahier des prescriptions techniques ou ne répond pas aux spécifications demandées sera éliminée.
b. <u>Qualification du prestataire</u>		
i. Références pour des prestations similaires réalisées durant les 5 dernières années y compris 2016.	15	Moins de 10 points
ii. Attestations support / partenariat du constructeur. Les attestations support/partenariat seront notées sur 15 points à raison de 5 points par attestation.	15	NA
c. <u>Qualifications et compétences de l'équipe proposée</u>		
i. Expériences dans le domaine	35	
ii. Expériences dans des missions similaires réalisées durant les 5 dernières années y compris 2016	10	20
iii. Notation des certificats	15	
	10	
d. <u>Evaluation de la démarche</u>		
i. Phases du projet	35	
ii. Description détaillée de la démarche de déploiement et de migration (15 points)	10	20
	15	

iii. Outils et méthodes utilisés (10 points)	10	
Total	100	50

Annexe n° 2 : Modèle de CV

Nom :

Prénom :

Nationalité :

Tél :

E-mail:

Expérience professionnelle :

Date du recrutement	Entreprise	Secteur d'activité	Poste	Commentaires sur l'expérience

Principales qualifications et formations :

Intitulé du Diplôme	Nombre d'années d'étude	Organisme/école délivrant(e)	Année d'obtention

Certifications :

Intitulé de la certification	Domaine de la certification	Organisme/école délivrant(e)	Année d'obtention

Projets professionnels :

Nom société cliente	Pays	Intitulé du projet	Description du projet	Date début projet	de du	Date fin projet	de du	Fonction dans le projet (Chef de projet, intégrateur...)

Annexe n°3 : Tableau récapitulatif des références

Nom société cliente	Pays	Domaine d'activité	Intitulé du projet	Période allouée au projet J/H	Contact & Tel

Annexe n°4 : Tableaux techniques**Les caractéristiques techniques proposées du 1er et 2ème serveur proposé:**

Caractéristiques techniques proposées	
Marque et Modèle	
Type/technologie	
Nombre de CPU Fournis	
Technologie des CPUs	
Fréquence	
Cache par processeur	
Nombre de cœurs par CPU	
RAM installé	
Ports réseau	
Port USB	
Système Raid supporté	
Ventilation	
Alimentation électrique	

Lecteur DVD-RW	
Contrôleurs réseaux	
Capacité de stockage	
Connexion au switch KVM	
Outils d'administration	
Systèmes supportés	
Hyperviseur	
Garantie	

Les caractéristiques techniques proposées du 3ème serveur:

Caractéristiques techniques proposées	
Marque et Modèle	
Type/technologie	
Nombre de CPU Fournis	
Technologie des CPUs	
Fréquence minimale	
Cache par processeur	
Nombre de cœurs par CPU	
RAM installé	
Ports réseau	
Port USB	
Système Raid supporté	
Ventilation	
Alimentation électrique	
Lecteur DVD-RW	
Capacité de stockage	
Connexion au switch KVM	
Outils d'administration	
Systèmes supportés	
Hyperviseur	
Garantie	

Licences relatives aux produits proposées:

Système d'exploitation	Nombre de licences
Windows Server 2012 R2 Edition standard en langue française	
Licence CAL pour Windows Server	
Licence pour Exchange Server 2013 en langue française	
Licence CAL Standard pour Exchange Server	
Licence VMware vSphere 6.0 ou supérieur	
Autres outils ou licences proposé non décrits dans ce cahier de charge et permettant d'atteindre les objectifs fixés dans cet appels d'offre.	

Annexe n°5 : Modèle de bordereau des prix – détail estimatif**BORDEREAU DES PRIX - DETAIL ESTIMATIF**

N° du prix	Désignation des prestations	Quantité	Prix unitaire en (1) (hors TVA) en chiffres	Prix total (en chiffres)
FOURNITURE DE MATERIEL				
1	Serveurs (1 ^{er} et 2 ^{ème})	2		
2	Serveur (3 ^{ème})	1		
3	Licence Windows server			
4	Installation et mise en œuvre			
SOUS TOTAL 1 HORS TVA [a]				
LICENCES ET AUTRES SOLUTIONS				
5	Licences et autres solution			
6	Installation et mise en œuvre			
SOUS TOTAL 2 HORS TVA [b]				
TOTAL HORS TVA [a] + [b]				
TVA (.....%)				
TOTAL (TTC)				

Fait à....., le.....

(Signature et cachet du concurrent)

Annexe n°6 : Modèle d'acte d'engagement**ACTE D'ENGAGEMENT****A - Partie réservée à l'Administration**

Appel d'offres ouvert sur offre de prix n° 01/2017 du 06/04/2017.

Objet du marché : Upgrade et Migration de la messagerie et d'annuaire Windows vers le nom de domaine ammc, passé en application de l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16 et du paragraphe 1 de l'article 17 et de l'alinéa 3, paragraphe 3 de l'article 17 du Règlement des marchés de l'AMMC.

B - Partie réservée au concurrent**a) Pour les personnes physiques**

Je (1), soussigné..... (prénom, nom et qualité), agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte (1), adresse du domicile élu.....affilié à la CNSS sous le(2) inscrit au registre du commerce de..... (localité) sous le n°.....(2) n° de la Taxe Professionnelle(2).

b) Pour les personnes morales

Je (1), soussigné.....(prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise) agissant au nom et pour le compte de.....(raison sociale et forme juridique de la société) au capital de.....adresse du siège social de la société.....adresse du domicile élu, affiliée à la CNSS sous le n°.....(2) inscrite au registre du commerce..... (localité) sous le n°..... (2) n° de la Taxe Professionnelle(2).

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

Après avoir pris connaissance du dossier d'appel d'offres concernant les prestations précisées en objet de la partie A ci-dessus ;

Après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :

1) Remets, revêtu (s) de ma signature un bordereau de prix, un détail estimatif établi conformément aux modèles figurant au dossier d'appel d'offres ;

2) m'engage à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai établis moi-même, lesquels font ressortir :

- montant hors TVA : (en lettres et en chiffres)
- taux de la TVA : (en pourcentage)
- montant de la TVA. : (en lettres et en chiffres)

- montant TVA comprise : (en lettres et en chiffres)

L'AMMC se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compteà (la trésorerie générale, bancaire, ou postal) (1) ouvert à mon nom (ou au nom de la société) à(localité) sous relevé d'identification bancaire (RIB) numéro..... .

Fait à, le

(Signature et cachet du concurrent)

(1) *Lorsqu'il s'agit d'un groupement, ses membres doivent :*

a) *mettre : « Nous, soussignés nous obligeons conjointement/ou solidairement (choisir la mention adéquate et ajouter au reste de l'acte d'engagement, les rectifications grammaticales correspondantes)*

b) *ajouter l'alinéa suivant : « désignons, (prénoms, noms et qualité) en tant que mandataire du groupement ».*

c) *préciser la ou les parties des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à réaliser pour le groupement conjoint et éventuellement pour le groupement solidaire.*

(1) Pour les concurrents non installés au Maroc , préciser la référence des documents équivalents et lorsque ces documents ne pas délivrés par leurs pays d'origine, la préférence à l'attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

(2) Ces mentions ne concernent que les personnes *assujetties à cette obligation.*

Annexe n°7 : Modèle de déclaration sur l'honneur**DÉCLARATION SUR L'HONNEUR (*)**

Mode de passation : Appel d'offres ouvert sur offre de prix

Objet du marché : Upgrade et Migration de la messagerie et d'annuaire Windows vers le nom de domaine ammc

A-Pour les personnes physiques

Je soussigné,(nom, prénom, et qualité)

Numéro de tél numéro du faxadresse électronique.....agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

Adresse du domicile élu :

Affilié à la CNSS sous le n° : (1)

Inscrit au registre du commerce de (localité) sous le n°..... (1) n° de la Taxe Professionnelle..... (1)

N° du compte courant postal-bancaire ou à la TGR (RIB)

B - Pour les personnes morales

Je soussigné, (nom, prénom et qualité au sein de l'entreprise)

Numéro de tél numéro du fax

Adresse électronique

Agissant au nom et pour le compte de (raison sociale et forme juridique de la société) au capital de

Adresse du siège social de la société

Adresse du domicile élu

Affiliée à la CNSS sous le n°..... (1)

Inscrite au registre du commerce (localité) sous le n° (1)

N° de la Taxe Professionnelle (1)

N° du compte courant postal-bancaire ou à la TGR (2) (RIB), en vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

Déclare sur l'honneur :

- 1 - m'engager à couvrir, dans les limites fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;
- 2 - que je remplit les conditions prévues à l'article 24 du Règlement des marchés de l'AMMC ;
- 3 - Etant en redressement judiciaire j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à poursuivre l'exercice de mon activité (2) ;
- 4 - m'engager, si j'envisage de recourir à la sous-traitance :
 - à m'assurer que les sous-traitants remplissent également les conditions prévues par l'article 24 du Règlement des marchés de l'AMMC précité ;
 - que celle-ci ne peut dépasser 50% du montant du marché, ni porter sur les prestations constituant le lot ou le corps d'état principal prévues dans le cahier des prescriptions spéciales, ni sur celles que le maîtres d'ouvrage a prévues dans ledit cahier ;
 - à confier les prestations à sous-traiter à des PME installées aux Maroc ; (3)
- 5 - m'engager à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption de personnes qui interviennent à quelque titre que ce soit dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du présent marché ;
- 6 - m'engage à ne pas faire par moi-même ou par personne interposées, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusions du présent marché.
- 7 - atteste que je remplis les conditions prévues par l'article 1er du dahir n° 1-02-188 du 12 JOUMADA I 1423 (23 juillet 2002) portant promulgation de la loi n°53-00 formant charte de la petite et moyenne entreprises (4).
- 8 - atteste que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêt tel que prévu à l'article 151 du Règlement des marchés de l'AMMC précité.
- 9 - je certifie l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature ;
- 10 - je reconnais avoir pris connaissance des sanctions prévues par l'article 142 du Règlement des marchés de l'AMMC précité, relatives à l'inexactitude de la déclaration sur l'honneur.

Fait à, le

(Signature et cachet du concurrent)



- (1) *pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence aux documents équivalents lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine ou de provenance.*
- (2) *à supprimer le cas échéant.*
- (3) *Lorsque le CPS le prévoit.*
- (4) *à prévoir en cas d'application de l'article 139 du Règlement des Marchés de l'AMMC.*
- (*) *en cas de groupement, chacun des membres doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur*

Annexe n°8 : Modèle de cautionnement provisoire et définitif**CAUTIONNEMENT PROVISOIRE**

Dans le cadre de l'appel d'offres ouvert sur offres de prix n° 01/2017 ayant pour objet la réalisation du Upgrade et la migration de la messagerie et d'annuaire Windows vers le nom de domaine ammc.

Nous soussignés, (Raison sociale, capital et adresse complète)
représentée par (nom, prénom et qualités) :

-
-
-

Déclarons par le présent acte nous porter caution personnelle et solidaire de
(soumissionnaire) auprès de l'Autorité Marocaine du Marché des Capitaux pour un montant de
(en chiffres et en lettres) au titre de cautionnement provisoire prévu par le cahier des charges établi par l'Autorité Marocaine du Marché des Capitaux ayant pour objet

Nous nous engageons irrévocablement, inconditionnellement et sans possibilité de recours aux bénéfices de discussion ou de division à payer à l'AMMC, à sa première demande écrite, toute somme requise par lui jusqu'à concurrence du montant maximum sus-indiqué.

Fait à, le

(Cachet et signature)



CAUTIONNEMENT DEFINITIF

Dans le cadre de l'appel d'offres ouvert sur offres de prix n° 01/2017 ayant pour objet la réalisation du Upgrade et la migration de la messagerie et d'annuaire Windows vers le nom de domaine ammc.

Nous soussignés, (Raison sociale, capital et adresse complète)
représentée par (nom, prénom et qualités) :

-
-
-

Déclarons par le présent acte nous porter caution personnelle et solidaire de (titulaire du marché) auprès de l'Autorité Marocaine du Marché des Capitaux pour un montant de (en chiffres et en lettres) au titre de cautionnement définitif prévu par le marché conclu entre (titulaire du marché) et l'Autorité Marocaine du Marché des Capitaux ayant pour objet

Nous nous engageons irrévocablement, inconditionnellement et sans possibilité de recours aux bénéfices de discussion ou de division à payer à l'AMMC, à sa première demande écrite, toute somme requise par lui jusqu'à concurrence du montant maximum sus-indiqué.

Fait à, le.....

(Cachet et signature)